

Gino CAPOLUNGO
CANDIDAT

André DUPIN
SUPPLEANT

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS pour l'UNION et le CHANGEMENT

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Mon activité de militant, hier élu, aujourd'hui candidat, m'a mené dans les localités, sur le chemin des usines et des quartiers populaires.

Partout j'y ai rencontré les signes de l'austérité, du chômage total, partiel ou menaçant ; l'angoisse pour l'avenir et celui des enfants. Ces difficultés, ces inquiétudes, je les ressens également parce que je les vis, étant ouvrier moi-même.

Des milliers d'entre vous ont des salaires inférieurs à 2 000 F, les fins de mois sont difficiles pour tous les salariés.

Ici, depuis cinq ans, un nombre impressionnant d'entreprises a disparu, des menaces sérieuses pèsent sur bien d'autres. Toutes, sans exception, ont réduit leur personnel. La sidérurgie, notre potentiel économique sont bradés, notre indépendance nationale est mise en cause.

Ce n'est pas l'effet d'une fatalité ou du hasard quand toutes les décisions qui concernent notre vie sont prises par les riches dans l'intérêt des riches. La majorité giscardienne, avec dans notre circonscription M. Coulais, en porte toute la responsabilité. Pourtant, notre circonscription est riche de ressources naturelles, industrielles et humaines. Sidérurgie, chimie, papier-carton, métallurgie, textile en feraient une terre fertile pour tous s'ils n'étaient accaparés par quelques privilégiés de la fortune.

C'est cela qu'il faut changer.

Les travailleurs ne doivent plus être écartés des décisions qui engagent leur existence, leur avenir et celui de leur région.

Il faut faire payer ceux qui, depuis longtemps, détournent à leur profit toutes les ressources que vous avez produites.

Il faut nationaliser les neuf groupes prévus par le programme commun, mais aussi la sidérurgie comme le réclament 100 000 Lorrains.

Le progrès, la justice sociale nécessitent ces profondes réformes économiques et financières, la démocratie de la commune à l'Etat en passant par les entreprises et les bureaux. Il faut une France indépendante qui pratique une politique de paix et de coopération.

C'est cela le programme commun qu'il faut mettre à jour, sans rabais ni surenchère.

C'est sur ces questions, capitales pour vous, que nos partenaires socialistes hésitent et refusent de discuter afin de conclure l'accord indispensable.

Ils peuvent et doivent revenir à l'union et au programme commun si vous le leur faites savoir.

Voter pour le candidat communiste que je suis, c'est bien sûr se prononcer pour un député à votre image, mais surtout c'est signer une grande pétition nationale pour l'application du programme commun, pour un gouvernement d'union de la gauche avec des ministres communistes.

Tel est aujourd'hui le sens de ma candidature : quels que soient vos convictions, vos croyances, vos désaccords avec le Parti communiste sur certaines questions, si vous voulez l'union et battre la droite, si vous voulez que le PS discute enfin d'un accord sur le Programme, le gouvernement, les désistements pour permettre un 2e tour victorieux, alors accordez-moi votre suffrage.

Vivre mieux demain, cela dépend de vous.

J'ai confiance.

G. CAPOLUNGO

Le progrès et la justice sociale tout de suite

- Le SMIC à 2 400 F, l'augmentation générale des salaires de manière différenciée, jusqu'à 4 fois le SMIC.
- L'augmentation des retraites et pensions.
- 50 % de plus pour les allocations familiales ; leur versement dès le 1er enfant.
- L'amélioration et la garantie des revenus des exploitants agricoles.
- La retraite à 60 ans et à 55 ans pour les femmes et métiers pénibles.
- La semaine de 40 heures sans perte de salaire et la 5e équipe pour les feux continus.
- La création de 500 000 emplois dès la 1re année.
- Des mesures pour favoriser l'accession des femmes au métier et à l'emploi, et l'égalité réelle dans tous les domaines.
- Le droit aux études et au travail, des débouchés pour les jeunes.
- La justice fiscale.
- La fin des saisies et des expulsions.
- Le resserrement de la hiérarchie des salaires du bas vers le haut dans la proportion de 1 à 5.

Les moyens existent : faire payer les milliardaires

Ces mesures sociales, moteur de l'économie, sont nécessaires. Elles ne sont possibles que si l'on prend l'argent là où il est : chez les riches. Elles ne sont possibles que si l'on procède à de profondes réformes de structures.

Il n'y a pas trois voies : ou bien on gouverne pour les travailleurs et leurs familles en s'en prenant aux privilégiés de la fortune, ou bien on gouverne, comme aujourd'hui, pour les grandes sociétés et c'est l'austérité pour la majorité de la population.

IL FAUT DONC :

- Nationaliser pour de bon le secteur bancaire et financier, et neuf géants industriels auxquels s'ajoutent la sidérurgie, le pétrole, l'automobile.
- Imposer le capital.
- Imposer les grosses fortunes à partir de possessions de 100 millions d'AF pour une personne.

La démocratie au travail et dans la cité : une nécessité

Il faut en finir avec la bureaucratie et le centralisme. Faire participer les travailleurs et la population dans l'entreprise, la commune, la région et l'Etat aux affaires qui concernent leur vie, c'est la condition démocratique du changement. Cela s'appelle l'autogestion.

Redonner à la France son rayonnement et sa grandeur

Le destin de la France ne doit se décider ni à Moscou, ni à Washington, ni à Bonn, mais en France avec les Français.

Nous voulons pour la France de demain, une politique d'indépendance nationale, de paix et de coopération internationale, à égalité de droits et de devoirs avec tous les pays.

C'est ce que nous voulons, et pour cela,

Votez, faites voter

Gino CAPOLUNGO

André DUPIN

Candidats du Parti Communiste Français pour l'union et le changement



VU, LES CANDIDATS

i.c.r.e. - 2, rue drouin, 54000 nancy